"Copenhague: échec de l'Europe à douze têtes" dans L'Europe en formation

Légende: Dans son édition d'automne 1987, la revue fédéraliste L'Europe en formation analyse les causes de l'échec du Conseil européen de Copenhague des 4 et 5 décembre 1987 sur l'adoption du paquet Delors.

Source: L'Europe en formation. Automne 1987, n° 269. Nice.

URL: http://www.cvce.eu/obj/"copenhague_echec_de_l_europe_a_douze_tetes"_dans_l_europe_en_formation-fr-99cc7549-66f0-4ecb-9573-16826cbac90a.html

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Copenhague: échec de l'Europe à douze têtes

Editorial

LE «plan Delors», loin de faire l'unanimité du suprême jury des Douze, a excité leurs divergences au conseil européen de Copenhague des 4 et 5 décembre, au point que, pour la première fois, ils se sont séparés sur un constat d'échec publiquement reconnu. Une session de rattrapage nous est donc promise à Bruxelles en février. Ainsi, la présidence danoise se termine sur un retour aux «douzièmes provisoires», mais la Communauté européenne a désormais pris l'habitude de cet expédient… Elle devra une fois de plus s'en contenter, avec, cependant, une circonstance aggravante: elle termine, en effet, l'exercice en cours avec un «trou» budgétaire de six milliards d'écus !

On a particulièrement déploré, ici et là, et notamment dans les médias, que les Européens aient étalé le spectacle de leur impuissance, précisément au moment où Gorbatchev et Reagan, figures de proue des superpuissances nucléaires, sur les humeurs desquelles se règle notre destin, se préparaient à une rencontre historique appelée à symboliser un changement majeur dans les relations internationales. Le contraste est évidemment éloquent, d'autant que si la matière du «plan Delors» (le rôle des Q.M.G., «quantités maximales garanties», destinées à maîtriser les dépenses agricoles) est bien ingrate, reconnaissons-le, le sommet de Washington, lui, était consacré aux sujets les plus nobles et les plus fascinants pour l'opinion internationale: le désarmement et la paix.

De plus, ce n'est pas sans amertume que nous avons dû admettre une fois encore que le destin du monde s'est joué par-dessus la tête des Européens, obnubilés par des problèmes domestiques qu'ils ne parviennent pas à régler. S'il est exact, comme l'a dit Delors, qu'ils avaient pourtant fait à Copenhague «soixante-quinze pour cent» du chemin pour parvenir à un accord, il est tout à fait regrettable qu' ils n'aient pas prolongé leur séjour de vingt-quatre heures dans la capitale danoise afin de tenter d'en sortir avec un bilan positif, quoi qu'en pense en l'occurrence la «Dame de fer» !

«L'Europe a besoin de crises, a constaté philosophiquement François Mitterrand, pour comprendre que si elle ne domine pas ses problèmes, elle se perd»!

Cette situation est d'autant plus dérisoire que la crise actuelle est une crise «au ras des pâquerettes»… Il est clair, en effet, que Mme Thatcher, qui sait faire preuve d'une grande intransigeance quand il s'agit du coût de la politique agricole commune ou de la compensation financière à accorder au Royaume-Uni, répugne d'autre part, viscéralement, à toute augmentation significative du budget communautaire, alors que la Communauté a été créée pour faire face solidairement à des tâches d'intérêt commun. Il est non moins clair que le chancelier Kohl et les dirigeants français n'ont voulu faire aucune peine à leurs paysans à l'approche de nouvelles échéances électorales, même si la C.E.E. débourse plus de 56 milliards d'écus, contre 26 milliards aux États-Unis et 24 au Japon, pour soutenir annuellement son agriculture. Autant les Britanniques se veulent rigides quant à leur part du mode d'emploi des «stabilisateurs» agricoles, autant les Français et les Allemands prônent la souplesse…, une souplesse qui les conduira à préférer une certaine «renationalisation» de la politique agricole commune à des décisions européennes trop chirurgicales.

Quand, par ailleurs, la commission demande un doublement de la dotation des fonds structurels, il n'y a que les pays de l'Europe du Sud susceptibles, avec l'Irlande, de bénéficier d'une telle mesure, pour l'appuyer. L'Italie, de son côté, dont le P.N.B. a été réévalué par l'intégration dans ses bilans des résultats de l'«économie parallèle» (le «*sommerso*») et qui, de ce fait, se situe plutôt maintenant parmi les pays riches de l'Europe occidentale, comprend mal d'avoir à faire principalement les frais de la restructuration des recettes communautaires (notre «*perestroïka*»), du fait de la création d'une «quatrième ressource» liée au P.N.B., précisément créée pour tenir compte de la prospérité relative de chaque État membre. Du moins exige-t-elle, et sur ce point nous devons lui donner raison, que ses régions méridionales les moins favorisées ne soient pas oubliées.

Bref, la «cacophonie inachevée» de Copenhague, pour reprendre le mot d'un de nos confrères, a été inspirée par l'explosion au plus haut niveau d'égoïsmes nationaux contradictoires, alors que ce «plus haut niveau»

devrait être plutôt celui des ultimes arbitrages.

Il est des Européens qui, notamment en France, en cette fin d'an de grâce 1987, nous expliquent gravement que les maux dont ils souffrent, et avec eux leurs bons vieux pays, ne pourront être réglés que lorsque ceux-ci seront réunis dans une confédération. Merci du peu! Nous sommes en état de confédération dépassée sur le plan économique depuis belle lurette, et nous venons de voir à Copenhague qu'une Europe confédérale «à douze têtes» est incapable de faire face aux défis — agricoles, budgétaires et communautaires les plus prosaïques —, auxquels elle est confrontée… Que vaudrait une telle Europe à douze têtes quand il lui serait demandé de régler des questions, comme celle de la défense, qui affectent directement les souverainetés nationales ?

La preuve est faite: tant que les Européens feront semblant de ne pas comprendre que le dépassement organique de ces souverainetés est une condition *sine qua non* pour affronter correctement les défis contemporains, ils perdront leur temps et donneront le spectacle de comportements dérisoires. A force de répéter cette simple évidence, nous finirons peut-être par être entendus. Mais attention! Un gouvernement de la Communauté ne doit pas se confondre avec des projets fumeux d'union européenne aux contours variables. L'union dans l'impuissance ne nous intéresse pas. Elle ne changerait rien, substantiellement, à la situation que nous déplorons aujourd'hui. A cet égard, disons-le tout net, la politique du chien crevé au fil de l'eau qui se pratique de nos jours dans trop de cercles européens — et même fédéralistes, — d'abord préoccupés de n'être pas dérangés dans leurs petites habitudes, n'est pas et ne sera jamais la nôtre!

L'Europe en formation